

PAS NOS DONNÉES DANS GPT ?

GOVERNANCE, RESPONSABILITÉS & COMPROMIS AUTOUR DES DONNÉES ET DE L'IA

Table ronde – 2 décembre 2025 – fides, pôle innovation

Intervenants : antoine fatio (fondetec), stéphane valente (oseo genève) et alexandre wicht (git-it)
modération : nicolas collot et raphaël amar (tech-id)

Pourquoi cette table ronde ?

L'usage des outils d'intelligence artificielle générative s'est largement diffusé dans les organisations, y compris dans le champ social. Pourtant, les questions liées au **partage des données**, à leur **confidentialité**, à leur **hébergement** et à leur **réutilisation** restent floues pour beaucoup.

Cette table ronde part d'une inquiétude largement partagée – « *pas nos données dans gpt !* » – pour explorer une réalité plus complexe : **le véritable enjeu n'est pas tant le choix d'un outil que la capacité des organisations à en gouverner les usages.**

1. LES DONNÉES : UN ENJEU AVANT TOUT ORGANISATIONNEL, PAS SEULEMENT TECHNIQUE

Un premier constat s'impose rapidement : la circulation des données liée aux outils d'IA est **peu visible, mal comprise** et souvent **sous-estimée**.

Les échanges ont permis de rappeler plusieurs éléments clés :

- Les IA génératives fonctionnent par **échanges de flux** entre l'utilisateur et des serveurs souvent situés hors de suisse.
- Les requêtes sont transformées en *tokens*, traités dans des modèles dont le fonctionnement interne reste largement opaque.
- Les données envoyées peuvent être **stockées, réutilisées** et, selon les conditions d'utilisation, **servir à l'entraînement futur des modèles**.

Supprimer un nom ne suffit pas toujours à anonymiser une donnée : le croisement d'informations peut permettre de réidentifier une personne, en particulier lorsqu'il s'agit de publics vulnérables.

2. GRATUITÉ, ABONNEMENTS ET FAUX SENTIMENTS DE SÉCURITÉ

Un point fortement souligné concerne la **fausse impression de contrôle** liée à certains usages courants de l'IA.

Plusieurs enseignements ressortent :

- Les versions gratuites des outils reposent sur un modèle clair : **si c'est gratuit, c'est que la donnée a une valeur.**
- Même dans les versions payantes, certaines options de protection doivent être **explicitement activées.**
- Les abonnements destinés à un usage personnel ne garantissent pas toujours un cadre conforme à un usage professionnel ou institutionnel.

Le passage à des abonnements « business » améliore le cadre, mais **ne dispense pas d'une réflexion organisationnelle** sur les usages autorisés et interdits.

3. SHADOW AI : INTERDIRE N'EST PAS UNE SOLUTION

L'un des apports majeurs de la discussion concerne le phénomène de **shadow ai** : l'usage d'outils d'IA en dehors de tout cadre formel.

Les intervenants convergent sur un point :

- **Interdire l'IA ne supprime pas son usage**, mais le rend invisible et incontrôlable.
- Les flux de données existent de toute façon et peuvent être détectés techniquement.
- Le risque juridique et éthique augmente lorsque les usages ne sont pas accompagnés.

À l'inverse, **former, expliquer et encadrer** permet de réduire les risques tout en conservant les gains de productivité.

4. GOUVERNANCE DE L'IA : UN LEVIER CENTRAL

La table ronde met en évidence que la question clé n'est pas « *quelle IA choisir ?* » mais « *comment voulons-nous l'utiliser ?* ».

Les bonnes pratiques évoquées incluent :

- Définir un **cadre d'usage clair** (charte IA, règles internes, rôles et responsabilités).
- Identifier les **types de données** qui peuvent ou non être traitées par l'IA.
- Sensibiliser les équipes aux risques liés à l'anonymisation partielle.
- Former à un usage **critique et conscient** des outils.

La gouvernance permet de limiter les flux non maîtrisés et d'éviter des situations juridiquement problématiques, notamment au regard de la loi suisse sur la protection des données (lpd).

5. IA LOCALES, SOUVERAINETÉ ET COMPROMIS RÉALISTES

La question de la **souveraineté numérique** traverse toute la discussion.

Plusieurs tensions apparaissent clairement :

- Les solutions locales ou open source offrent davantage de transparence et de contrôle, mais sont souvent **moins performantes** ou **moins entraînées**.
- Les grands modèles internationaux proposent une efficacité impressionnante, au prix d'une **dépendance technologique** et d'un manque de visibilité sur les traitements internes.
- Développer ou héberger des modèles localement a un **coût élevé**, parfois difficilement soutenable pour de petites structures.

Il n'existe pas aujourd'hui de solution parfaite : les organisations doivent arbitrer entre performance, sécurité, coûts et valeurs.

6. L'IA COMME OUTIL D'AUGMENTATION... OU DE DÉPENDANCE

Les échanges soulignent un autre enjeu fondamental : l'impact de l'IA sur les compétences humaines.

Points de vigilance partagés :

- Une utilisation non critique peut conduire à une **perte de capacité de réflexion**, notamment chez les personnes en formation.
- La qualité apparente des productions peut masquer une **absence de compréhension réelle**.
- À l'inverse, bien utilisée, l'IA peut :
 - Faire gagner du temps sur des tâches répétitives,
 - Améliorer la qualité des productions,
 - Permettre de se concentrer davantage sur le cœur du métier.

L'IA est un **outil d'augmentation**, à condition que la compétence humaine reste centrale.

CE QU'ON RETIENT

- Le risque principal n'est pas l'IA en soi, mais **son usage non encadré**.
- La question des données est d'abord une **question de gouvernance**, pas uniquement de technologie.
- Interdire l'IA est contre-productif ; **former et accompagner est plus efficace**.
- Il n'existe pas de solution idéale : seulement des **compromis éclairés**, à construire collectivement.
- Les organisations sociales portent une **responsabilité particulière**, du fait des publics accompagnés et de la sensibilité des données traitées.

En définitive, **le choix de l'outil importe moins que l'intention, le cadre et la capacité à garder la main** sur ce que l'on fait faire à l'IA.